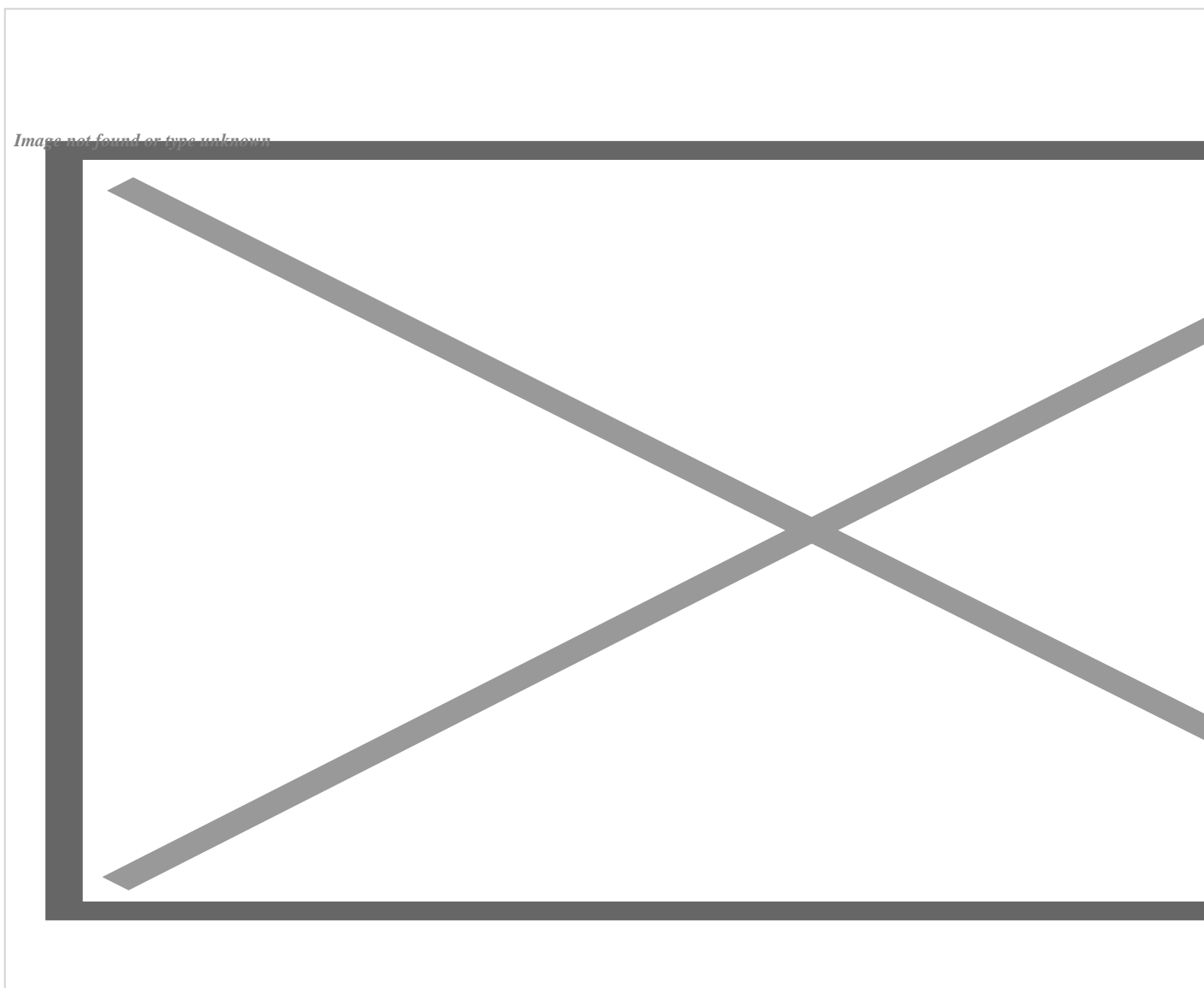


Une coalition nord-américaine demande la levée du blocus de Cuba



Washington, Apr 2 (Prensa Latina) Des leaders politiques, religieux et des droits civiques du Maryland ont demandé aujourd'hui à Ben Cardin d'user de son influence en tant que président de la Commission des relations extérieures du Sénat américain pour lever le blocus contre Cuba.

Dans une lettre envoyée au sénateur sortant mardi, la coalition de plus d'une centaine de groupes et d'individus a fait valoir que les sanctions américaines contre Cuba sont la cause première des conditions humanitaires et économiques désastreuses sur l'île.

"L'embargo (blocus) économique, commercial et financier des États-Unis à l'encontre de Cuba est en place depuis plus de 60 ans. Au cours de cette période, son principal effet a été la souffrance massive du peuple cubain", écrivent-ils.

La demande des groupes intervient alors que Cuba est confrontée à la crise économique la plus grave depuis la fin de la guerre froide et à une série de sanctions américaines, dont la désignation sur la liste des États soutenant le terrorisme, comme l'indique un article du journal The Hill.

Cette désignation a été particulièrement controversée, car elle exclut Cuba d'une grande partie du système financier international et rend difficile le commerce avec l'île pour les pays tiers.

Cardin était considéré comme un acteur clé de la stratégie de rapprochement de l'administration Obama (2009-2017) à l'égard de Cuba.

La coalition du Maryland à l'origine de la lettre a fait valoir que si la politique américaine à l'égard de Cuba n'est pas entre ses seules mains, il ne fait aucun doute que le président de cette commission a "une influence unique, à la fois en adoptant des lois et en influençant l'action de l'exécutif".

À l'instar d'autres groupes favorables à l'approche, ils voient également une occasion à saisir, puisque M. Cardin a pris ses fonctions après que le sénateur Bob Menendez (D-New Jersey), dont la position anti-Cuba au sein du Congrès est prépondérante, a été contraint de démissionner dans le cadre d'un scandale de corruption et des inculpations fédérales qui en découlent.

Ils rappellent que, pendant de nombreuses années, le sénateur Menéndez a exercé son pouvoir pour faire obstacle à toute mesure d'aide au peuple cubain.

La fenêtre d'opportunité risque de se refermer à la fin de ce Congrès, car les démocrates sont confrontés à une bataille difficile pour conserver le contrôle du Sénat et les républicains sont, dans l'ensemble, plus étroitement alignés sur une politique de pression maximale sur Cuba, ont-ils averti.

Les responsables des droits civiques du Maryland ont reconnu qu'ils avaient des opinions diverses, mais qu'ils étaient unis sur un point : "notre opposition à des mesures qui, depuis plus d'un demi-siècle, n'ont abouti qu'à des souffrances généralisées".

Ils ont conclu que "en tant que communautés religieuses moralement opposées à l'utilisation de la guerre économique contre nos frères et sœurs cubains, en tant que groupes de la diaspora préoccupés par le déplacement de personnes de leur foyer, en tant qu'humanitaires, universitaires, activistes et défenseurs des droits de l'homme, nous disons sans équivoque qu'il est temps de mettre fin à l'embargo sur Cuba".
(Source Prensa Latina)

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/noticias/nacionales/351202-une-coalition-nord-americaine-demande-la-levee-du-blocus-de-cuba>



Radio Habana Cuba